

Vaccination, un grand retard à rattraper

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Béjaïa
**Les usagers
des routes
grandement pénalisés**

Page 16

Dix-neuvième année - N° 5337 - Mardi 30 mars 2021 - Prix : 10 DA

Flambée des prix sur les marchés

Une nouvelle loi sur la concurrence attendue

Page 3

2022 en France, on reprendra les mêmes et on recommencera

Par Mohamed Habili

A plusieurs mois encore d'une élection majeure, on ne devrait pas savoir, sauf cas exceptionnel, qui en serait le vainqueur, qu'il s'agisse d'une présidentielle pour régime présidentiel, ou de législatives pour régime parlementaire. Lors de la dernière présidentielle algérienne, il a fallu attendre l'annonce des résultats pour connaître le nom du vainqueur : le président actuellement en exercice, Abdelmajid Tebboune. Ce résultat n'était pas écrit d'avance. Son principal rival, Ali Benflis, aurait pu très bien être élu à sa place. Ce qui vaut pour une élection passée vaut évidemment davantage pour une élection qui ne s'est pas encore tenue. Personne ne peut dire quels sont les partis qui remporteront les législatives algériennes du 12 juin. Sera-ce le FLN, le RND, le MSP, ou d'autres encore ? Sur la base des expériences passées, on peut juste faire des suppositions. On ne peut avoir des certitudes. Il en est autrement de la prochaine présidentielle française, dont on peut dire par avance entre qui et qui se jouera le deuxième tour. Celui-ci opposera les deux candidats sortis en tête lors du premier tour en 2017. On peut être plus précis encore : il mettra aux prises Emmanuel Macron, le président sortant, et Marine Le Pen, la candidate d'extrême droite, celle-là même qu'il a eu à affronter au deuxième tour de la présidentielle précédente.

Suite en page 3

Ouverture des Assises nationales sur l'économie de la connaissance

Le Président Tebboune : «Rompre avec les anciens modes de développement»



Pour sortir de l'économie de rente et aller vers une économie diversifiée et productrice de richesse, le président de la République, Abdelmajid Tebboune, insiste sur le changement du modèle de développement économique en rompant avec les anciens modes. [Page 2](#)

Une centaine de sites sécurisés avant l'été en Algérie

Belhimer : «L'avenir est dans la presse électronique»

Page 2

Après un long combat contre la maladie

L'actrice Fatiha Nesrine est décédée

Page 7

Ouverture des Assises nationales sur l'économie de la connaissance

Le Président Tebboune : «Rompre avec les anciens modes de développement»

■ Pour sortir de l'économie de rente et aller vers une économie diversifiée et productrice de richesse, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, insiste sur le changement de modèle du développement économique en rompant avec les anciens modes.

Par Louisa Ait Ramdane

Selon lui, le modèle préconisé doit «reposer sur l'élément humain et les compétences scientifiques de haut niveau que compte notre pays». «Changer de modèle de développement est possible aujourd'hui, avec la forte volonté de l'Etat et la disponibilité de l'ensemble des acteurs à s'inscrire dans cette dynamique pour opérer une transformation sociétale globale». Le Président Tebboune affirme, dans un discours lu en son nom par le Premier ministre à l'ouverture des travaux des Assises nationales sur l'économie de la connaissance, que «le développement dans une ère marquée par un haut degré d'ouverture et de compétitivité, repose désormais sur les acquis résultant du progrès technologique, de la numérisation et de l'innovation, au sens propre du terme». Et de souligner, par la même occasion, que «la grande réussite réalisée par tant de pays développés s'explique essentiellement par leur recours à l'économie de la connaissance, devenue l'objectif stratégique de ces pays».

«La révolution de la connaissance et les mutations technologiques et économiques qu'elle a générées ont révélé la nécessité de revoir les objectifs du développement des pays de manière à mettre la connaissance et les politiques liées à l'innovation au cœur même de ces stratégies», précise encore le Président Tebboune, soulignant que le programme adopté par l'Etat pour atteindre l'économie de la connaissance a été élaboré à partir d'une étude approfondie et un diagnostic minutieux de la situation et sur la base d'une vision prospective et d'une large concertation avec l'ensemble des acteurs.

Ce programme porte essentiellement sur l'élaboration d'un plan qui garantit la qualité et l'efficacité de l'enseignement au cœur du système éducatif et encourage l'enseignement des matières scientifiques, techniques et technologiques, les modernise et les adapte à l'environnement socioéconomique du pays.

L'axe relatif au renforcement de la recherche scientifique et technologique et au soutien de la coopération entre les universités, les centres de recherche et les entreprises économiques, est aussi l'un des principes adoptés dans la concrétisation du programme dédié à l'économie de la connaissance. Le Président rappelle que la diversification de notre économie dépend de celle de l'industrie, mais également du développement technolo-

gique. A cet effet, il plaide pour donner de l'importance aux matières techniques et mathématiques enseignées au niveau des universités algériennes. Il appelle aussi à la mobilisation de tous les acteurs y compris ceux de notre diaspora. Il révèle que l'Algérie compte plus de 1 600 laboratoires de recherche scientifique, répartis sur 109 centres universitaires et deux centres d'innovation, et 12 plateformes techniques pour les analyses physiques et chimiques, supervisés par plus de 60 000 professeurs-chercheurs et 2 200 chercheurs permanents. En outre, plus de 44 incubateurs ont été créés à ce jour, avec des centaines d'entreprises émergentes. L'Algérie compte également plus de 78 maisons de l'entrepreneuriat. Pour le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Réda Tir, l'Algérie était en mesure d'amorcer la transformation économique, en mettant à profit les potentialités intellectuelles créatrices existantes chez les jeunes et les chercheurs.



Ph/D. R.

Il appelle, dans ce cadre, à l'élaboration d'une feuille de route et des recommandations qui permettront de mobiliser toutes les instances et tous les secteurs ministériels, à l'effet de contribuer au développement de l'économie de la connaissance.

A ce titre, le président du

Cnese a souligné que le développement de l'économie de la connaissance requiert la mobilisation des moyens de l'Etat, en vue de financer les recherches et les efforts de création au niveau des centres scientifiques, des universités et aussi au niveau des entreprises économiques. Il

considère également qu'elle repose essentiellement sur le recours à la ressource humaine et la réactivation de la recherche scientifique, en vue d'opérer un ensemble de changements stratégiques dans l'économie nationale.

L. A. R.

Une centaine de sites sécurisés avant l'été en Algérie

Belhimer : «L'avenir est dans la presse électronique»

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, annonce l'enregistrement de 45 sites d'informations électroniques sécurisés, affirmant que l'objectif était d'atteindre une centaine avant le début de l'été prochain. «Un total de 45 sites électroniques d'information ont été enregistrés au jour d'aujourd'hui, et l'objectif du secteur est

d'arriver à une centaine avant l'été prochain», a déclaré Belhimer en marge des Assises nationales sur l'économie de la connaissance. Ces sites électroniques, dont le domaine est le .dz, sont totalement sécurisés, a-t-il affirmé, indiquant qu'ils doivent disposer d'un niveau professionnel respectant l'éthique journalistique et les lois de la République. Belhimer a souligné,

par ailleurs, que la transition numérique de la presse écrite est désormais une nécessité impérieuse, au regard de l'évolution de la scène médiatique de par le monde, estimant que «la presse en papier est finie est que l'avenir réside dans la presse électronique». Il fera savoir que «70 % des lecteurs en Algérie accèdent, actuellement, à l'information par le biais de la presse électro-

nique». Evoquant la publicité, le ministre a indiqué que «c'est le droit de tous les médias d'obtenir de la publicité publique en toute transparence, mais, a-t-il ajouté, notre priorité est la presse électronique». «Nous allons soutenir la presse électronique et notre ambition est la création par les jeunes diplômés de sites électroniques notamment de proximité et spécialisés», a-t-il précisé. L.A.R.

Benbouzid annonce l'acquisition prochaine de plusieurs vaccins

Vaccination, un grand retard à rattraper

Le ministre de la Santé a annoncé, hier, l'acquisition de nouveaux quotas de vaccin anticoronavirus. Abderrahmane Benbouzid a révélé, en marge des Assises nationales sur l'économie de la connaissance, qu'un contrat a été signé avec la Russie pour l'importation d'un million de doses du vaccin Sputnik V. «920 000 nouvelles doses du vaccin Sputnik V seront réceptionnées avant la fin avril», a indiqué le ministre de la Santé, ajoutant que de nouvelles doses du vaccin Pfizer et du vaccin Johnson & Johnson seront reçues, en plus d'un vaccin chinois. Concernant le retard de livraison des autres doses de vaccin, le ministre a expliqué que le processus d'acquisition des vaccins a été interrompu à cause de la crise mondiale engendrée par le Covid-19. Le ministre de la Santé a confirmé aussi la pour-

suite du programme d'acquisition du vaccin dans le cadre de l'«accord Covax». Benbouzid n'a toutefois pas donné de date précise quant à la réception des doses en question. L'Algérie n'a jusque-là importé que des quantités dérisoires, loin de répondre à la demande et pouvoir couvrir toute la population. Depuis le lancement de la campagne de vaccination, début février dernier, l'Algérie a acquis un premier quota de 50 000 doses du vaccin Sputnik V, 50 000 doses d'AstraZeneca et un don de 300 000 doses de vaccin chinois. Des quotas ont été distribués à travers toutes les wilayas du pays et destinés aux personnes âgées et au corps médical. L'opération de vaccination a bel et bien été entamée, mais sans que des chiffres ne soient jusqu'à présent rendus publics par les autorités, concernant le nombre

de personnes ayant bénéficié du vaccin, des première et deuxième doses, comme c'est le cas dans de nombreux pays. Différents responsables se sont limités à rassurer quant au bon déroulement de l'opération et à l'absence de complications ou d'effets indésirables chez les personnes vaccinées. Mais depuis quelques jours, des titres de la presse nationale et des spécialistes commencent à se poser des questions et insister sur l'utilité de vacciner un maximum de personnes pour notamment se prémunir contre les variants dont les premiers cas ont fait leur apparition dans le pays. Pour avoir une idée de l'impossibilité de mener une véritable campagne de vaccination contre le Covid-19 avec le nombre de doses actuellement disponibles, il est à citer le cas d'Oran. Selon la direction de la santé, cette

wilaya a reçu un troisième quota du vaccin russe de quelque 700 doses. Ce troisième quota, administré en deux doses avec un intervalle de 15 jours, permettra de vacciner 350 personnes et sera «fort probablement» réservé au personnel de la santé, est-il indiqué. La wilaya d'Oran a déjà reçu deux quotas du vaccin anti-Covid-19, le premier de 1 490 doses du vaccin russe et le deuxième de 7 800 du vaccin chinois, réservées à hauteur de 80 % pour le personnel de la santé dont le nombre est estimé à 70 000 personnes. La stabilité de la situation épidémiologique en Algérie donne certainement une marge de manœuvre aux autorités publiques, mais il est temps d'agir et assurer la disponibilité du vaccin afin de parvenir à immuniser la population dans les meilleurs délais.

Aomar Fekrache

Flambée des prix sur les marchés

Une nouvelle loi sur la concurrence attendue

■ A deux semaines du ramadhan, les Algériens commencent déjà à souffrir de la flambée des prix des produits de première nécessité. Ils assistent impuissants

à la hausse des prix des produits alimentaires.

Par Meriem Benchaouia

Fruits et légumes, viandes rouge et blanche, huile..., la quasi-totalité des denrées alimentaires de large consommation ont connu une flambée ces dernières semaines. Déjà en posture délicate depuis le début de la crise sanitaire du coronavirus, le ramadhan s'annonce dur pour les bourses moyennes qui doivent d'ores et déjà se préparer à la couleur. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Sami Kollil, directeur de la régulation et de l'organisation du marché au ministère du Commerce, a reconnu que «le commerce a connu une année 2020 difficile avec une hausse généralisée des prix». Selon le même responsable, la hausse des prix est notamment causée, en plus d'une conjoncture mondiale difficile due à la pandémie de coronavirus, par les pratiques spéculatives et les mauvais comportements de consommation également à l'origine des tensions constatées sur le marché. «9 tonnes de poulet et 59 tonnes d'huile, stockés à des fins spéculatives, ont été saisis par les brigades de contrôle durant les deux mois de janvier et février», a-t-il indiqué à titre d'exemple. Abordant la pénurie de l'huile de table, doublée par une hausse des prix constatée sur le marché national durant les dernières semaines, l'invité s'est interrogé sur les raisons des tensions

récurrentes sur certains produits de large consommation, pour tant fabriqués en quantités suffisantes voire même supérieures aux besoins du marché domestique. «Le besoin national en huile est de 48 000 tonnes par mois. En janvier, 52 000 tonnes d'huile ont été produites et 53 000 en février», a-t-il expliqué. Et de poursuivre : «Même chose pour le sucre. Le marché a besoin de 1 800 tonnes par jour, alors que les capacités installées dépassent les 3 500 tonnes par jour. L'excédent de production est même exporté. Où sont ces quantités?».

A cet effet, le directeur de la régulation au ministère du Commerce a annoncé que des enquêtes sont menées pour identifier les responsables de ces tensions sur le marché. «En janvier et février, plus de 250 000 opérations de contrôle ont été menées par les brigades mixtes commerce-services de sécurité.

Résultat : plus de 20 000 infractions et plus de 19 000 procédures judiciaires intentées. Un bilan édifiant», a estimé Sami Kollil. Pour lutter efficacement contre ce phénomène, le département du Commerce prépare un amendement de la loi sur la concurrence.

«Le texte est prêt et sera examiné en Conseil des ministres», selon le même responsable. Il prévoit, entre autres, «le renforcement des prérogatives du



Conseil de la concurrence.

Ramadhan «sans pénurie et sans flambée»

A quelques jours de ce mois sacré, Sami Kollil a rassuré les citoyens. Il a affirmé que les produits de large consommation ne manqueront pas et que les prix ne prendront pas leur envol. «Tous les produits seront disponibles durant le mois de ramadhan» a-t-il dit. «Le président de la République a même donné des instructions pour importer des viandes rouges fraîches réfrigérées, ajouté à cela l'apport des

wilayas du Sud qui ont un fort potentiel. Deux opérateurs qui ont des abattoirs modernes ont été sélectionnés pour lancer l'opération à partir d'Adrar», a-t-il précisé. D'autres dispositions, a-t-il poursuivi, ont été prises pour garantir la disponibilité des viandes blanches et des légumes. Il a mis également en garde contre les mauvais comportements de consommation. «Certains ménages stockent jusqu'à 5 bidons d'huile. Or, la surconsommation de ce type de produit est déconseillée pour la santé», a-t-il déclaré, appelant les consommateurs à la mesure et à consommer durable. M. B.

Diplomatie/Export

Le secteur des Affaires étrangères, un acteur de la relance économique

Le secteur des Affaires étrangères en Algérie connaît actuellement une nouvelle dynamique axée sur la relance économique du pays, jouant le rôle d'interface entre les opérateurs économiques et les marchés étrangers, dans le cadre de l'investissement et de l'exportation hors hydrocarbures, a souligné, hier à Oran, l'ambassadeur et conseiller au ministère des Affaires étrangères, Smaïn Benamara. Dans une allocution lors d'une rencontre à la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (Ccio), il a indiqué que la visite de diplomates algériens à Oran a pour objectif de rencontrer des opérateurs économiques de la région et s'informer sur leurs préoccupations et leurs attentes, ainsi que pour prendre connaissance des potentialités de production et d'exportation de leurs produits. Smaïn Benamara a déclaré que cette opération intervient dans le cadre d'un cycle de formation en matière de diplomatie économique et de l'application des décisions du président de la République en matière de relance économique du pays, notamment en ce qui concerne l'investissement et l'exportation. Dans ce contexte, le même diplomate a fait savoir qu'un groupe de diplomates algériens bénéficiant

de ce cycle de perfectionnement qui comporte deux volets, l'un théorique et l'autre pratique, aura à se déplacer dans différentes régions du pays, à la rencontre d'opérateurs économiques pour s'informer sur leurs préoccupations et leurs attentes, affirmant que le ministère des Affaires étrangères est au service de l'économie nationale et des opérateurs économiques, notamment les exportateurs, pour les accompagner à investir les marchés étrangers. «Le réseau d'ambassades algériennes à l'étranger et des chargés des affaires économiques et commerciales sont autant d'atouts pour aider les exportateurs algériens à pénétrer le marché mondial, d'autant qu'il existe un énorme potentiel en Algérie, particulièrement sur les plans agricole et industriel, d'où

le rôle de la direction de la promotion et du soutien aux échanges économiques et de tout nouveau bureau d'information et de promotion des investissements et des exportations», a-t-il ajouté. De son côté, Fassih Rabah, directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des AE, a souligné que «c'est la première fois que des diplomates se déplacent à l'intérieur du pays pour s'informer sur le potentiel des régions sur le plan économique et les possibilités d'exporter», ajoutant que le nouveau bureau d'information et de promotion des investissements et des exportations est un espace dédié aux opérateurs économiques algériens, y compris au sein de notre communauté à l'étranger, engagés dans des opérations

d'exportations ou de partenariat avec des partenaires étrangers. Le bureau a pour missions d'accueillir les opérateurs économiques, d'écouter leurs préoccupations, leur fournir les informations nécessaires sur l'accès aux marchés extérieurs, puis de les accompagner en ce qui concerne les conditions d'accès aux marchés, les normes qualité/prix des produits à l'étranger, les droits de douane, les appels d'offres internationaux, ainsi que sur la compétitivité des produits sur les marchés ciblés, afin que les exportateurs algériens prennent leur disposition pour améliorer la compétitivité de leurs produits. A noter que ce cycle de perfectionnement a pour objectif de renforcer les représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger de diplomates au fait des réalités économiques du pays et mieux outillés dans le domaine du commerce international et de l'export. Ils auront pour mission d'œuvrer pour accompagner les entreprises algériennes dans leurs activités à l'international, assurer une plus grande promotion des produits et services algériens et leur placement sur les marchés extérieurs, ainsi que pour l'attractivité des investissements directs étrangers en Algérie.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 110 nouveaux cas et 4 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (3), portant à 3 084 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 110 cas, soit 24 cas de plus par rapport au bilan d'hier (86), pour atteindre, au total, 116 946 cas confirmés. R. N.

LA QUESTION DU JOUR

2022 en France, on reprendra les mêmes et on recommencera

Suite de la page une

Ainsi donc, à une année de l'échéance, on sait qui va la remporter : le président sortant. Et comme en 2017, ce ne sera pas parce qu'une majorité d'électeurs se seront reconnus dans son programme, mais parce qu'ils auront à cœur d'empêcher l'élection de la représentante de l'extrême droite. Un scénario aux conséquences incalculables pour leur pays, en effet. A ce premier tour de 2017, Macron s'était placé devant Le Pen. Au Premier tour de 2022, les sondages le donnent depuis plusieurs mois déjà derrière elle. Il n'en remportera pas moins le deuxième tour, selon toute apparence du moins. Et comme en 2017, ce ne serait pas parce qu'il aurait convaincu une majorité d'électeurs dans l'intervalle, mais parce qu'une majorité de Français se serait mobilisée pour barrer la route à l'extrême droite. N'était la présence de Le Pen, c'est probablement contre lui que cette majorité se serait constituée. Il a été un président par défaut une première fois, tout indique qu'il va l'être une deuxième fois. A une condition toutefois : que les conditions sociales ne se détériorent pas au point que les électeurs en viennent à lui préférer malgré tout Le Pen. A en croire les sondages, l'écart entre eux deux a tendance à se réduire. Toujours est-il que voilà une élection qui a été conçue pour se tenir en deux tours qui se tranche maintenant en un seul. Rien que cela montre que la France est un pays non pas seulement en crise politiquement parlant, mais en danger de mort. L'élection de Le Pen, si elle survient, une possibilité qui d'ailleurs suscite un rejet qui va s'affaiblissant, plongerait la France dans une crise majeure. Ou elle accepte cette élection, ou elle la refuse. Si elle l'accepte, elle sera mise au ban de l'Europe et de la communauté internationale, moins d'ailleurs parce que Le Pen vient de l'extrême droite que parce que l'ADN de celle-ci est vichyste. Si elle la refusait, elle annulerait la présidentielle venant de se tenir. Et dans ce cas, elle entrerait dans un scénario à l'algérienne. Des deux éventualités, la plus probable est la deuxième. En effet, entre deux crises effroyables, l'instinct de conservation commande de choisir la moindre. Il vaut mieux refuser le résultat d'une élection en soi irréprochable que l'accepter et du même coup signer son arrêt de mort national. Le système démocratique n'est pas toujours le moins mauvais des régimes. Il peut même se révéler le pire. C'est ce qui est arrivé en Allemagne en 1933. M. H.

L.O.

Secteurs des Ressources en eau et de l'Environnement

L'accompagnement financier des projets souligné

■ Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a mis l'accent, à Adrar, sur l'accompagnement des projets dans les secteurs des Ressources en eau et de l'Environnement, à travers la mobilisation de financements suffisants pour leur concrétisation dans les différentes zones d'habitation.

Par Faouzia N.

Les besoins sont pris en considération en ce qui concerne l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et l'augmentation du taux de raccordement aux réseaux d'assainissement des eaux usées, a rassuré le ministre, lors d'une visite de travail dans la wilaya, en compagnie des ministres des Ressources en eau et de l'Environnement, Mustapha Kamel Mihoubi et Dalila Boudjemaa respectivement. Le système d'irrigation traditionnel, connu sous l'appellation de «foggaras», en tant que patrimoine hydraulique, revêt une attention particulière et sera davantage pris en charge à l'avenir, à la faveur de la décision du secteur des Finances de lui consacrer, dès l'année prochaine, des financements pour leur réhabilitation, leur restauration et leur entretien, a ajouté M. Benabderrahmane. Le ministre des Finances s'est félicité, par ailleurs, de la rationalité relevée dans les dépenses

locales, à travers le respect des enveloppes allouées et des délais de réalisation de projets publics dans les secteurs des Ressources en eau, ce qui, a-t-il dit, rassure sur la maîtrise de la dépense publique et des études techniques de certains projets complexes, appelant les différents secteurs à suivre cette voie. Inaugurant le siège du Trésor public à Adrar, il a appelé à adhérer à la démarche dans le sens de la transition énergétique, à travers l'élaboration d'études types sur l'exploitation des énergies renouvelables au sein des structures du secteur, en vue de parvenir à des résultats positifs en matière de rationalisation de la consommation de l'énergie.

F. N.



Constantine

Relance des travaux de réhabilitation de deux vieilles mosquées

Les travaux de réhabilitation des vieilles mosquées Sidi Lakhdar et Abderrahmane-Bachtarzi de Constantine ont été relancés, a indiqué, hier, le directeur de wilaya de la Culture et des Arts, Aribi Zitouni. «Toutes les procédures administratives relatives aux projets de réhabilitation de ces deux lieux de culte de grande valeur architecturale et historique ont été achevées et les ordres de service (ODS) ont été délivrés aux entreprises de réalisation», a indiqué le responsable à l'APS, affirmant que les «chantiers sont en cours». Les études de réhabilitation de ces deux mosquées ancestrales (Sidi Lakhdar réalisée en 1743 et Abderrahmane-Bachtarzi

construite durant la même période) ont été approuvées et les marchés de réalisation ont été attribués pour un montant de plus de 138 millions de dinars concernant la mosquée Sidi Lakhdar et ses annexes et plus de 35 millions DA pour la mosquée Abderrahmane-Bachtarzi, a détaillé M. Zitouni. Un délai de 30 mois a été fixé pour l'achèvement du projet de réhabilitation de la mosquée Sidi Lakhdar et ses annexes, alors que la réhabilitation de la mosquée Abderrahmane-Bachtarzi devra être achevée dans un délai de 8 mois, selon les précisions fournies par le responsable.

La restauration de ces mosquées anciennes, lancée en

2014 dans le cadre des préparatifs de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», avait été interrompue pour diverses raisons en rapport notamment avec des aspects administratif et techniques des projets, a-t-on rappelé. A Constantine, 12 mosquées dont celles de Sidi Lakhdar et Abderrahmane-Bachtarzi, en plus de huit zaouïas, sont concernées par les travaux de réhabilitation lancés en 2014 dans le cadre des préparatifs de cette manifestation culturelle, a-t-on rappelé, notant que la plupart des chantiers sont actuellement à l'arrêt à cause de «contraintes techniques». Sur les 12 mosquées concernées par la réhabi-

litation, seules les mosquées Hassan Bey et Djamaâ El Kebir ont été restaurées et rouvertes, alors que les chantiers des 10 mosquées restantes ont été gelés avant de faire l'objet, en octobre 2020, d'une décision de levée de gel sur cinq projets de réhabilitation ciblant les vieilles mosquées de Sidi Lakhdar, Rebaine Cherif, Sidi Afane, Sidi El Katani et Abderrahmane-Bachtarzi, a-t-on relevé. Pour rappel, le Président Tebboune, avait ordonné, à l'occasion de la Journée du Savoir (Youm El lilm/16 avril) de l'année 2020, la restauration de toutes les vieilles mosquées d'Algérie, dont la mosquée Sidi Lakhdar.

Hani Y.

Algérie/Espagne Boukadoum en visite de travail à Madrid

LE MINISTRE des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a effectué, hier, une visite de travail à Madrid, à l'invitation de son homologue espagnole, Arancha Gonzalez Laya, indique un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit dans le cadre des consultations traditionnelles et régulières entre les deux pays, signataires, depuis 2002, du «Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération», et vise à développer davantage le dialogue politique et le partenariat stratégique entre les deux pays sur l'ensemble des questions et dans tous les domaines d'intérêt commun, notamment dans le contexte global actuel marqué par des crises pluridimensionnelles, précise le communiqué. «Outre les entretiens avec son homologue espagnole, M. Boukadoum devait être reçu par sa Majesté le Roi Felipe VI auquel il transmettra un message du président de la République, Abdelmadjid Tebboune», ajoute la même source. M. Boukadoum devait être également reçu par le président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, et prévoit de rencontrer plusieurs hauts responsables politiques espagnols, notamment la présidente du Congrès des députés espagnols, Meritxell Batet Lamana, ainsi que la 4^e vice-présidente du gouvernement espagnol et ministre de la Transition écologique et du Défi démographique, Teresa Ribera, conclut le communiqué. **Maya H.**

Gig Algeria organise une action citoyenne écologique

Plantation d'arbres, ateliers de formation et activité récréative à la forêt de Bainem

En partenariat avec la Direction des forêts et de la Ceinture Verte de la wilaya d'Alger et les Scouts musulmans algériens, l'Algérienne des Assurances-gig Algeria, entreprise citoyenne par excellence, a organisé, samedi 27 mars, une action écologique au niveau de la forêt de Bainem, qui a notamment consisté en la plantation d'arbres ainsi que des activités de sensibilisation liées à la protection de la nature.

Cette action citoyenne s'inscrit en droite ligne de la stratégie de gig Algeria en matière de responsabilité sociétale de l'entreprise, qui ambitionne de contribuer activement à la protection de l'écosystème environnemental et au développement durable.

Planifiée dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des forêts, sous le thème «La restauration des forêts : une voie vers la reprise et le bien-

être», et en adoptant un slogan à forte portée symbolique «My Space is green : think Green» (Mon espace est vert : pense vert), cette action a vu la participation des employés de gig Algeria, accompagnés de leurs familles, des jeunes scouts ainsi que des forestiers de la Circonscription des forêts de Bainem. Un riche programme a été concocté afin de sensibiliser les citoyens sur la nécessité de protéger le couvert végétal, de prendre conscience de l'importance de la sauvegarde des forêts dans toute leur diversité et d'inculquer la «culture verte» aux générations montantes.

S'exprimant à l'occasion du lancement de ce plan d'action RSE de gig Algeria, le directeur général, Mourad Kaoula, a notamment déclaré : «Après l'adoption de la nouvelle identité visuelle de notre compagnie, nous sommes ravis de mettre en



œuvre notre engagement sociétal, à travers cette action symbolique de grande portée. L'écologie et la protection de l'environnement est un axe majeur de notre stratégie RSE qui s'inscrit sur le long terme. Nous comptons contribuer modestement au programme d'action des pouvoirs publics en matière de lutte contre la pollution et la protection de notre écosystème et de sa biodiversité. (...) Il y a lieu de rappeler que

L'Algérienne des Assurances a révélé, le 2 mars dernier, sa nouvelle identité visuelle «gig Algeria». Le changement de l'identité visuelle intervient suite à la prise de participation dans son capital social du groupe international gig «Gulf Insurance Group» en 2015, consacrant ainsi une étape importante dans sa stratégie de développement selon les standards et normes internationaux. **N. Y.**

Tamanrasset

Rencontre nationale sur l'exportation de produits agricoles et le commerce de troc

■ L'exportation des produits agricoles et le commerce de troc avec les pays du Sahel seront au centre d'une rencontre nationale qui se tient aujourd'hui à l'Université de Tamanrasset.



Par Samia Y.

Rehaussée par la présence de plusieurs ministres, dont ceux de l'Intérieur,

l'Agriculture, les Finances, le Commerce et les Travaux publics, ainsi que des représentants de la Chambre nationale d'agriculture, la rencontre abordera la question de la

recherche de nouveaux marchés extérieurs pour l'exportation de produits agricoles.

Les participants examineront également la stratégie d'intégration de la zone de libre-

échange africaine ainsi que le développement du commerce de troc dans le Sud, à la faveur du programme gouvernemental qui favorise la hausse de la production agricole et l'encouragement de son exportation, a-t-on expliqué.

Pour le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya de Tamanrasset, Salim Benzaoui, la rencontre offrira une opportunité aux agriculteurs et opérateurs activant dans le domaine de l'exportation des produits agricoles, de s'enquérir des mécanismes d'accompagnement offerts par divers secteurs, à l'instar du Commerce, des Impôts et autres, «ce qui ne manquera pas d'influer sur la hausse des rendements agricoles dans les régions du Sud, susceptibles

d'être orientés à l'export vers les pays du africains limitrophes».

Le directeur de la Chambre de commerce et d'industrie de Tamanrasset, El-Ouafi Laaloui, a estimé, pour sa part, que ce conclave sera une bonne occasion d'informer les commerçants concernés par l'activité de troc en vigueur dans les wilayas de l'extrême sud du pays et d'évoquer la possibilité d'élargir la liste des produits éligibles à l'exportation dans le cadre de ce type de commerce, notamment les produits agricoles.

Les participants saisiront aussi l'occasion pour engager des consultations et des échanges de vues sur l'ensemble des questions précitées lors de la rencontre à laquelle assisteront aussi les représentants des chambres agricoles des wilayas du Sud, selon les organisateurs.

S. Y.

Pétrole

Le Brent recule à moins de 65 dollars

Le pétrole est tombé hier alors qu'un porte-conteneurs bloquant le canal de Suez pendant près d'une semaine a été partiellement renfloué, ce qui laisse supposer que la voie navigable très fréquentée serait bientôt rouverte et que la demande de carburants en Europe est restée faible. Dans la matinée, le pétrole Brent était en baisse de 29 cents, ou 0,5 %, à 64,28 dollars le baril. Le brut américain a chuté de 55 cents, ou 1 %, à 60,42 dollars le baril.

«Maintenant que la mini-crise de Suez est en voie de résolution,

le marché pétrolier est à nouveau laissé à lui-même», a déclaré un analyste chez PVM Oil Associates, ajoutant que l'attention se portera de nouveau sur la prochaine réunion de l'Opec le 1^{er} avril, les programmes d'investissement américains pour les infrastructures et la hausse apparemment imparable des taux d'infection dans plusieurs régions du monde. Le porte-conteneurs échoué, Ever Given, a été partiellement flotté et redressé dans le canal, et d'autres opérations de remorqueurs devraient reprendre lorsque la marée montera plus

tard lundi (hier). Les prix ont fortement fluctué au cours des derniers jours alors que les commerçants et les investisseurs tentaient de peser l'impact du blocage d'un point de transit commercial clé et l'effet plus large des verrouillages pour arrêter les infections à coronavirus. La volatilité du marché devrait se poursuivre, ont prédit des analystes principaux du marché chez Oanda. «Compte tenu de la volatilité de la semaine dernière, le Brent devrait se déplacer vers le bas de sa fourchette de 60,00 dollars à 65 dollars le baril», ont-il prévu, tan-

dis que le pétrole américain «devrait chuter vers le bas de sa fourchette hebdomadaire de 57,50 dollars à 62,50 dollars le baril». Le marché reçoit un certain soutien des attentes selon lesquelles l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés maintiendront des niveaux de production inférieurs lorsqu'ils se rencontreront cette semaine. Le renouvellement des verrouillages en Europe pour freiner une vague d'infections à coronavirus et la faible demande de carburant ont également fait pression sur les prix. **Saïd H.**

Céréales

Le prix du blé tendre à plus de 214 euros la tonne

LES PRIX du blé, comme du maïs, étaient proches de l'équilibre, hier à la mi-journée, à l'avant-veille d'un rapport attendu du ministère américain de l'Agriculture (USDA). Vers midi sur Euronext, la tonne de blé tendre reculait de 25 centimes sur l'échéance rapprochée de mai à 214,50 euros, et était inchangée sur l'échéance de septembre à 195 euros, pour un peu moins de 6 000 lots échangés. L'a tonne de maïs, elle, progressait de 25 centimes sur l'échéance de juin à 213,75 euros, et à l'inverse, reculait de 25 centimes sur l'échéance d'août à 211,50 euros, pour environ 120 lots échangés.

«Les opérateurs se montraient de plus en plus timides avant le rapport essentiel de l'USDA demain sur l'état des stocks trimestriels aux Etats-Unis et sur les intentions de semis en soja et maïs des fermiers américains», a souligné le cabinet Agritel dans une note.

R. E.

Monnaies

L'euro reprend sa baisse face au dollar

Leuro reculait hier face au dollar, s'approchant de son plus bas de l'année alors que la campagne de vaccination européenne déçoit, surtout comparée aux Etats-Unis, où la relance se profile.

Dans la matinée, l'euro cédait 0,21 % à 1,1770 dollar, à quelques cents de 1,1762 dollar, son plus bas depuis novembre atteint jeudi. Une troisième vague de Covid-19 s'est abattue sur l'Europe : en France, un Conseil de défense doit se tenir demain pour décider d'un éventuel durcissement des mesures

actuelles, tandis qu'Angela Merkel a brandi dimanche la menace d'une intervention plus contraignante de l'Etat central si les règles n'étaient pas appliquées fermement.

«Les informations sur le Covid continuent de donner le ton du marché des changes», ont fait constater des analystes, pour qui les paris à la baisse sur le dollar n'ont pas été aussi rares depuis l'élection présidentielle.

En novembre, alors que le duel virulent entre Donald Trump et Joe Biden inquiétait, la prudence des investisseurs les avait

poussés à accumuler les billets verts, valeur refuge.

Mais récemment, c'est au contraire la perspective d'une croissance plus vive aux Etats-Unis que dans le reste du monde qui profite au dollar. «Il y a une demande pour des actifs américains qui excède l'offre, et cela fait monter le prix du dollar», résume un analyste chez Commerzbank. Mais à plus long terme, le plan de relance géant prévu aux Etats-Unis devrait doper les importations de la première économie mondiale, ce qui pourrait inverser la tendance

et faire baisser le dollar, prévient-il. Outre les informations sur les confinements européens, la semaine écourtée par le long week-end pascal s'annonce chargée pour les cambistes.

Le rapport mensuel sur les créations d'emplois dans le secteur privé américain demain sera suivi jeudi par l'indice d'activité manufacturière pour mars.

Le lendemain, les investisseurs restés devant leur console malgré un jour férié aux Etats-Unis prendront connaissance du taux de chômage en mars.

Younès S.

Métaux précieux

L'espoir d'une reprise économique mondiale réduit l'attrait pour l'or

Les prix de l'or ont chuté hier, alors que le dollar américain plus fort et les espoirs d'une reprise économique mondiale rapide ont stimulé les marchés boursiers, entravant la demande d'une valeur refuge. L'or au comptant était en baisse de 0,4 % à 1 725,26 dollars l'once dans la

matinée. Les contrats à terme sur l'or américains ont glissé de 0,6 % à 1 722 dollars. «L'or souffre un peu en raison d'un billet vert plus ferme et d'un marché boursier légèrement plus solide. Nous assistons également à des prises de bénéfices en fin de mois», estime les analystes du marché. Selon les prévisions, l'or ne va

pas bouger beaucoup même si le rendement américain est légèrement plus doux. Le métal précieux va se situer entre 1 680 dollars et 1 760 dollars l'once. L'indice du dollar est resté ferme près de ses plus hauts de quatre mois contre ses rivaux, rendant l'or plus cher pour les détenteurs d'autres devises.

La demande de valeur refuge de l'or a également souffert du fait que l'appétit des investisseurs pour les actifs plus risqués a augmenté. Les actions européennes se sont rapprochées d'un niveau record hier en raison de l'optimisme face à une reprise économique mondiale. Les acteurs du marché attendent maintenant le

paquet de dépenses d'infrastructure du Président américain Joe Biden demain, qui devrait se situer entre 3 000 et 4 000 milliards de dollars. L'argent a reculé de 1,1 % à 24,78 dollars l'once, le palladium a chuté de 3,3 % à 2 586,18 dollars et le platine a perdu 1,4 % à 1 168,16 dollars. **Nabila T.**

Aïn Defla

Attribution de dix bus de transport scolaire au profit de communes enclavées

■ Au total, dix bus de transport scolaire ont été attribués dimanche au profit de dix communes enclavées de la wilaya de Aïn Defla, en vue d'y soutenir les services y afférents.

Par Amel N.

L'opération a concerné les communes de Oued Chorfa, Djellida, Aïn Soltane, Belaâs, El Amra, Zeddine Aïn Beniane, Ben Allel, Tachta et Aïn Torik.

Une cérémonie a été organisée à cette occasion en fin d'après-midi, en présence des autorités locales, à leur tête le wali, Embarek El Bar.

Relevant que l'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de soutien au transport scolaire, à l'initiative du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le wali de Aïn Defla a noté que son objectif consiste à améliorer le transport scolaire des régions enclavées.

Le même responsable a fait

état d'autres opérations portant sur la mise en place des cantines scolaires et la généralisation des chauffages au niveau des établissements scolaires des régions concernées.

Tout en se réjouissant de cette initiative, les P/APC des communes bénéficiaires de bus de transport scolaire ont mis en exergue le rôle de cette opération dans l'amélioration des conditions de scolarité des élèves.

«Les élèves vivaient le calvaire au quotidien, se rendant à leurs établissements scolaires le plus souvent à pied, d'où la pertinence de cette opération qui leur mettra certainement du baume au cœur et les incitera à aller de l'avant», ont-ils souligné à l'unisson.

A. N.



Béjaïa/Attribution de logements sociaux

Des demandeurs de logements protestent suite à l'affichage de listes

Des demandeurs de logements à Béjaïa ont protesté dimanche, suite à

Blida et Bouarfa Perturbation dans l'alimentation en eau potable pendant cinq jours

UNE PERTURBATION dans l'alimentation en eau potable est intervenue au niveau de l'ensemble des quartiers de la commune de Bouarfa et ceux de la partie ouest de la commune de Blida, depuis dimanche jusqu'à jeudi prochain, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de l'unité Blida de l'Algérienne des eaux (ADE).

La raison de cette perturbation, qui touche les quartiers de Bouarfa et ceux de la partie ouest de Blida, est due, selon la même source, «au lancement de travaux de rénovation de la 2^e partie de la conduite de pompage (diamètre 800 mm) de la station de pompage de Marmame, ayant nécessité un arrêt total de cet ouvrage hydraulique», est-il précisé de même source.

«L'alimentation en eau potable reprendra progressivement, jeudi prochain, dès l'achèvement de ces travaux», a-t-on ajouté de même source, signalant la mise au point, durant cette période, d'un système de distribution d'eau par citernes, selon les priorités, afin d'assurer la continuité du service.

Ali N.

l'affichage, ces dernières heures, des listes d'attribution de logements sociaux dans plusieurs localités, sur lesquelles ils ne figurent pas, a-t-on appris de diverses sources.

Les protestataires ont procédé à la fermeture de tous les axes routiers majeurs de la wilaya de Béjaïa. La RN 09 (Béjaïa-Sétif) a été obstruée à hauteur du tunnel d'Aokas, 20 km à l'est du chef-lieu, par des manifestants réclamant «le retrait de la liste» adoptée par la commission de daïra et qui comporte 121 attributaires.

La même protestation a valu dans les mêmes formes à Amizour, plus précisément à

hauteur du lieu-dit «Les Eucalyptus», où un groupe de personnes a recouru à la fermeture d'un tronçon de la RN75, reliant Béjaïa à Sétif par le flanc sud-est, créant soudainement un embouteillage inextricable sur la voie. La liste des bénéficiaires de logements, composée de 392 familles, a fait sortir de leurs gonds la grande foule, sitôt affichée.

Le cas a valu aussi à Melbou, 25 km à l'est de Béjaïa, où un groupe d'habitants de la localité de Boulzazene a adopté ce procédé pour fermer la RN 43 reliant Béjaïa à Jijel, réclamant notamment la récupération des parcelles de terre longeant le littoral,

notamment celles situées dans la zone du lieu-dit «Tagherloucht», qui, à leurs yeux, «ont été squattées ou indûment attribuées», ont-ils indiqué par téléphone à l'APS.

A l'ouest, c'est la RN 26, reliant Béjaïa à Bouira et par extension Alger, qui en a fait les frais. Des habitants du village de Remila, en face de l'usine Inditex éponyme, ont fermé le tronçon mitoyen à leurs habitations, demandant notamment qu'on réhabilite leurs demeures et qu'on les fasse transférer vers des logements plus décentes. En début d'après-midi, la route a été cependant rouverte à la circulation.

Ces montées au créneau diverses et leur simultanéité ont littéralement paralysé la circulation dans la wilaya, induisant des désagréments multiples aux usagers, dont beaucoup ont été empêchés de rejoindre leurs postes de travail à l'heure voulue.

Selon les municipalités concernées, c'est le déséquilibre entre l'offre et la demande qui a nourri le mécontentement. «Beaucoup se sentent lésés et par conséquent méritants», a-t-on soutenu à l'APC d'Amizour, affirmant que les enquêtes et les arbitrages menés dans ce contexte ont été rigoureux et d'une grande loyauté.

Hafsia B.

Après une coupure due à une panne

Reprise de l'alimentation en eau potable à l'est d'Oran

L'alimentation en eau potable a repris suivant le programme habituel de distribution dans toutes les communes de l'est de la wilaya d'Oran, après une suspension de plusieurs jours suite à une panne au niveau de la conduite du couloir Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), a-t-on appris auprès de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (Seor).

La panne s'est produite samedi 20 mars et les travaux de réparation ont été lancés le jour suivant et se sont achevés mardi dernier, a-t-on indiqué. Avec le début du pompage et du remplissage des réservoirs mercredi, la station de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaa qui couvre 80 % des besoins en eau

de la wilaya a connu «une panne soudaine» ayant conduit à la prolongation de la suspension de deux jours supplémentaires. Les coupures d'eau ont duré entre cinq et six jours avec la durée de remplissage des réservoirs, a-t-on fait savoir. Selon le directeur général de la Seor, Oussama Helaili, la réparation de la panne dans les canalisations du MAO d'un diamètre de deux mètres prend beaucoup de temps.

Au sujet de la panne survenue au niveau de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaa, M. Helaili a expliqué qu'elle n'engage pas l'intervention de la Seor et que sa réparation nécessite des travaux de fonçage de quelques heures, un vidage de la conduite qui dure

jusqu'à deux jours et une réparation de quelques heures jusqu'à une journée, notant que les réservoirs ont été vidés à la suite des coupures d'eau et leur remplissage prend des heures à une journée selon chaque site.

La suspension d'eau à Oran due à des pannes du MAO et de la station d'El Mactaa a provoqué un vidage sur plus de 1 000 kilomètres du réseau de distribution (soit un tiers), ce qui a pris plus de 36 heures supplémentaires pour que l'eau arrive dans l'ensemble des quartiers d'Oran, selon le directeur général adjoint de la Seor, Khodja Houari.

M. Khodja a souligné que la Seor œuvre à trouver des solutions exceptionnelles pour réduire l'impact de pannes dont celle

d'élever le niveau d'eau au réservoir de Belgaid grâce à la réception d'une quantité supplémentaire du barrage de Chellif de Mostaganem suite à la panne enregistrée dans la station de dessalement de l'eau de mer et l'accueil de 200 000 mètres cubes d'eaux stockés dans la station. Ces mesures ont permis d'éviter deux jours supplémentaires de suspension à l'est de la wilaya d'Oran.

L'approvisionnement est rétabli et le quota d'eau qui parvient à la wilaya à partir de diverses sources est de 520 000 mètres cubes distribué par la Seor en H/24 pour 45 % des clients et un système d'un jour sur deux pour les 55 % autres.

R. R.

Après un long combat contre la maladie

L'actrice Fatiha Nesrine est décédée

■ L'actrice Fatiha Nesrine est morte hier matin suite à une longue maladie, selon les membres de sa famille. «Elle est morte ce matin, laissant derrière elle un grand nombre de personnes qui l'aiment et qui lui souhaitent le paradis», a déclaré la cousine de la défunte à la presse.

Par Adéla S.

Agée de 74 ans, l'actrice a arrêté son travail artistique depuis deux ans «après une intervention chirurgicale très délicate», avait-elle déclaré auparavant. Atteinte d'un cancer, Fatiha Nesrine a beaucoup souffert en silence avant de solliciter les autorités algériennes pour une prise en charge médicale à l'étranger. Transférée au CHU Zmirli à El Harrach après des complications, l'artiste est décédée, laissant derrière elle un répertoire artistique riche et varié.

Attristés par la nouvelle, un grand nombre d'artistes, amis de la défunte et ses fans ont assisté hier, après la prière d'el Asr, à ses funérailles au cimetière El Kettar.

Sur les réseaux sociaux, la nouvelle a été rapidement rapportée par les artistes et fans de la défunte et des messages de condoléances ont été adressés à la famille de la défunte et à la famille artistique.

La ministre de la Culture a écrit sur sa page Facebook : «J'ai reçu avec une grande tris-

tesse la nouvelle du décès de la grande artiste Fatiha Nesrine... Je l'ai trouvée très courageuse face à la maladie et le sourire n'a pas quitté son visage. Paix à son âme...».

Un communiqué du ministère de la Culture a été rendu public, précisant que l'Algérie a perdu une des plus talentueuses artistes, très généreuse envers l'art et à la culture algérienne. Le Théâtre national algérien ainsi que le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel ont présenté leurs sincères condoléances à la famille de la défunte, soulignant sa force et son courage. Le parcours artistique de la défunte a débuté en 1964 au sein du groupe folklorique du Ballet national algérien. Encadrée par l'artiste Fadhela Dzira, la regrettée Fatiha Nesrine a interprété plusieurs chansons. En tant qu'actrice, elle a joué plusieurs rôles dans des films et des séries TV dont «El Wajh El Akher», «Zawdjan Fi Hayra», «El Laab» et autres. S'il est vrai que l'actrice n'a pas joué des rôles principaux, elle a très bien interprété les personnages qu'on lui a attribués.

A. S.

Théâtres régionaux

L'inspection du ministère de la Culture critique la gestion

L'inspection du ministère de la Culture est des Arts a fait un constat «*négalif*» sur la gestion administrative et financière des théâtres régionaux. Intervenant lors de la conférence organisée dans le cadre du colloque sur «Les stratégies nationales et internationales de gestion des théâtres», l'inspecteur au ministère de la Culture et des Arts, Hicham Aïssani, a relevé que les directeurs des théâtres régionaux «*n'ont pas de stratégies commerciales*», soulignant qu'«*au lieu de penser à fructifier leurs productions ou activités, ils sont là, à attendre les subventions de l'Etat*».

Les théâtres régionaux «*sont des établissements publics à caractère commercial et industriel supposés générer des revenus financiers*», a-t-il ajouté, précisant que «*ces fonds devraient, en vertu de la loi, servir aux salaires des personnels et non pas les subventions de l'Etat*».

Selon le cahier des charges, «*il est interdit à ces théâtres de payer les salaires à partir des subventions*», a-t-il précisé, déplorant le fait que «*tous les théâtres régionaux se basent uniquement sur les subventions*».

Pour résoudre ce problème, il a mis en avant «*l'importance des contrats de performance*», nouvellement institués dans le cadre du chantier de réforme du théâtre initié par le ministère, qui imposera «*un contrôle sur les subventions accordées à ces théâtres*».

L'ouverture de la porte du débat avec les gestionnaires de ces théâtres permettra de «*dépasser un nombre important de ces problèmes et de sortir du mode de gestion conventionnel*», a-t-il estimé.

Par ailleurs, M. Aïssani a relevé de nombreux obstacles qui entravent le travail de ces théâtres, tels que le «*conflit imaginaire*» entre leurs directeurs et les

directeurs de la culture (chevauchement des tâches), le «*conflit d'intérêts*», ainsi que «*la non adoption d'un guide interne*», à même de conférer la transparence dans leur gestion financière. Afin de maîtriser davantage cette gestion financière et sortir de la dépendance aux subventions, l'inspecteur a appelé les directeurs à «*la rationalisation des dépenses de fonctionnement, à l'arrêt du recrutement anarchique et à la réflexion sur de nouveaux modes de financement*», comme les sponsors et la mise à profit des espaces pour les activités culturelles ainsi que «*l'élaboration de stratégies de communication et de marketing et l'adoption de la numérisation*». «*Le dysfonctionnement dans la gestion administrative et financière des théâtres régionaux concerne également le Théâtre national*», a-t-il indiqué, relevant «*un manque*», par les ministères précédents de la Culture, en matière

de gestion du secteur du théâtre.

Intervenant, à cette occasion, la directrice régionale du théâtre régional de Mostaganem, Nabila Mohamedi, a déploré «*la non association des directeurs des théâtres à l'élaboration des contrats de performance*», ajoutant que «*l'adoption de nouvelles stratégies pour le développement du 4^e art doit se faire en concertation avec ses directeurs dans l'objectif de parvenir à des solutions idoines*».

Organisé par le ministère de la Culture et des arts au Théâtre national, à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, ce colloque a pris fin hier avec, au programme, une conférence sur les expériences internationales dans la gestion des théâtres, en sus d'un résumé sur les recommandations du chantier engagé par le ministère pour la réforme du théâtre.

F. H.

Exposition à Dar Abdellatif

Laimache Amal et Sahib Fazia présentent leurs œuvres

Une exposition des peintures innovantes avec une vision moderniste et des produits de l'artisanat traditionnel a été inaugurée, samedi à Alger, laquelle combinerait les techniques d'art de la mosaïque, de la sculpture sur bois, du tissage, de l'art de cour et de la poterie qui, tous, reflètent la diversité des éléments du patrimoine culturel de l'Algérie, à travers les œuvres de la plasticienne Laimache Amal et l'artisane créa-

tive Sahib Fazia. Organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) à Dar Abdellatif à Alger, cette exposition met en exergue une cinquantaine d'œuvres d'art et combine, selon une vision moderniste, entre l'art de la mosaïque et les produits de l'artisanat traditionnel concernant la vie quotidienne dans la société algérienne tels les tapis, les paniers plats en alfa et les différents produits bio. A cette occasion, la plasti-

cienne Laimache Amal présente au public un ensemble de peintures artistiques appartenant à l'art de la mosaïque, avec une touche moderniste, en utilisant la pâte de verre qu'elle a transformée en visages et symboles qui s'inspirent des dimensions et de la beauté du patrimoine culturel algérien, africain et méditerranéen ainsi que de la calligraphie arabe. De son côté, l'artisane Sahib Fazia propose une riche collection de peinture qui mêle

artisanat traditionnel et techniques modernistes dans une synthèse très élaborée, comme l'utilisation de lasers dans la conception des symboles de ses peintures inspirées des éléments de la culture amazighe. L'artiste a en outre estimé que cette exposition était une occasion pour mettre en exergue ses créations qui reflètent son attachement au patrimoine culturel algérien et à son originalité, avec une touche moderniste.

Pour sa part, l'artiste Laimache Amal a affirmé son attachement à l'art de la mosaïque qu'elle considère comme «*un héritage esthétique et authentique en Algérie*» et qu'elle utilise pour concevoir ses œuvres puisées du patrimoine et de la beauté de la nature en Algérie.

L'exposition se poursuit à Dar Abdellatif jusqu'au 8 avril prochain.

M. K.



Indonésie

Attentat suicide anti-chrétiens, les assaillants proches de Daech

■ Un attentat suicide contre une cathédrale, dimanche en Indonésie, a été perpétré par deux assaillants appartenant à un groupe extrémiste pro-État islamique, accusé d'avoir commis d'autres attaques contre des églises, dont une en 2019 aux Philippines, selon la police.

Par Mourad M.

L'attaque qui a visé la cathédrale de Makassar (est du pays), faisant au moins 20 blessés, s'est produite après la messe des Rameaux.

Les deux kamikazes, un homme et une femme, ont été tués alors qu'ils pénétraient à moto dans l'enceinte de l'édifice, situé sur l'île de Sulawesi, où ils

ont fait détonner un engin artisanal, ont indiqué les autorités.

Tard dimanche, le chef de la police nationale, Listyo Sigit Prabowo, a indiqué que les assaillants faisaient partie du groupe radical Jamaah Ansharut Daulah (JAD).

Cette formation a, selon lui, déjà mené un attentat sanglant en 2018 contre une église à Surabaya, deuxième ville d'Indonésie. «Ce groupe fait éga-

lement partie ou est lié à celui qui a mené une attaque à la bombe à Jolo aux Philippines en 2019», a-t-il ajouté.

Cette attaque contre une église catholique sur l'île de Jolo, à majorité musulmane, qui avait fait 21 tués, avait été menée par un couple indonésien et revendiquée par l'EI.

L'attentat de dimanche a été qualifié d'«acte de terreur» par le Président Joko Widodo, à la tête du pays à majorité musulmane le plus peuplé au monde.

«Le terrorisme est un crime contre l'humanité», a déclaré le chef de l'État. «J'appelle tout le monde à se battre contre le terrorisme et le radicalisme, qui sont contraires aux valeurs religieuses».

L'extérieur de la cathédrale du sud de l'île de Célèbes était jonché de morceaux de corps humains à la suite de la puissante déflagration qui s'est produite vers 10h30 (03h30 GMT).

«Il y a beaucoup de lambeaux de corps humains près de l'église et aussi dans la rue», a déclaré Mohammad Ramdhan, le maire de cette ville portuaire de 1,5 million d'habitants.

Un témoin a de son côté parlé d'une explosion «très forte». «Il y avait plusieurs personnes blessées dans la rue. J'ai aidé une femme qui était blessée et couverte de sang», a déclaré un autre témoin. «Son petit-fils était également blessé».

La police a affirmé qu'un agent de sécurité avait tenté d'empêcher la moto d'entrer dans le périmètre de la cathédrale du Sacré-Cœur-de-Jésus, siège de l'archidiocèse de Makassar, juste avant la déflagration.

Le dimanche des Rameaux marque l'entrée de Jésus Christ dans Jérusalem, selon la tradition chrétienne, au début de la Semaine Sainte conduisant à



Ph. > D. R.

Pâques. «Nous avons terminé la messe et les gens rentraient chez eux quand cela s'est produit», a déclaré aux journalistes le prêtre, Wilhelmus Tulak.

Le pape François a dit prier pour toutes les victimes de violence, «en particulier celles de l'attentat de ce matin en Indonésie devant la cathédrale de Makassar».

De nombreux véhicules étaient endommagés près du complexe de la cathédrale, autour duquel la police établissait un cordon de sécurité, selon un photographe de l'AFP sur place.

La tradition de tolérance de l'Indonésie a été mise à l'épreuve ces dernières années par le développement de courants islamiques conservateurs, voire extrémistes, et les minorités religieuses chrétiennes mais aussi bouddhistes et hindoues, s'inquiètent pour la coexistence religieuse.

Plus de 200 personnes avaient péri en 2002 dans des

attentats sur l'île de Bali, qui ont été attribués à l'organisation islamiste indonésienne Jamaah Islamiyah (JI).

En mai 2018, une famille de six personnes, dont quatre enfants, avait déclenché des bombes contre trois églises de Surabaya, la deuxième ville du pays, tuant plus d'une dizaine de fidèles.

Le même jour, une deuxième famille avait actionné, apparemment par accident, une bombe dans un appartement et le jour suivant une troisième avait commis une attaque suicide contre un poste de police.

Ces attentats, qui avaient fait au total 15 victimes et 13 morts chez les assaillants, dont cinq enfants, avaient été les plus meurtriers en plus d'une décennie dans l'archipel.

Les trois familles radicalisées étaient liées au mouvement radical Jamaah Ansharut Daulah (JAD) et les attaques avaient été revendiquées par l'EI.

M. M.

Commentaire

Violences

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait près de deux semaines que Recep Tayyip Erdogan a décidé de se retirer du premier traité contraignant au monde pour lutter contre les violences faites aux femmes, et la contestation est toujours forte dans son pays qui enregistre l'un des taux les plus élevés au monde de féminicides. Pour le deuxième week-end d'affilée, des centaines de manifestants sont descendus dans la rue en Turquie afin de protester contre la décision du président islamiste. Il y a dix jours déjà, plusieurs milliers de personnes avaient manifesté pour demander au président de revenir sur sa décision. Dans un décret publié dans la nuit du 20 au 21 mars, Erdogan avait annoncé le retrait de son pays de la Convention d'Istanbul, premier traité international à fixer des normes juridiquement contraignantes dans une trentaine de pays pour prévenir la violence sexiste. Cette décision, prise alors que les meurtres de femmes n'ont cessé d'augmenter depuis une décennie en Turquie, a suscité la colère des organisations de défense des droits des femmes et des critiques de l'Union européenne, de Washington et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU. Justifiant la décision de se retirer, la Présidence turque a affirmé la semaine dernière que l'instrument avait été «détourné par un groupe de personnes tentant de normaliser l'homosexualité», ce qui, selon elle, était «incompatible avec les valeurs sociales et familiales de la Turquie». Dans le quartier de Kadiköy à Istanbul, des centaines de femmes ont à nouveau exhorté le président turc à faire marche arrière. À Ankara, un petit groupe de femmes a manifesté dans le centre-ville, entouré par la police anti-émeute. Dans la capitale turque comme à Istanbul, des chants de «nous n'avons pas peur, nous ne resterons pas silencieux, nous n'obéirons pas» ont été entendus. L'annonce de la mort d'une jeune fille enceinte de 17 ans, poignardée dans la province égéenne d'Izmir selon l'agence de presse officielle Anadolu, suscitait samedi un grand émoi. Le suspect serait l'homme avec lequel elle vivait. En 2020, 300 femmes ont été assassinées en Turquie et il n'y a aucun signe de ralentissement de cette tendance, avec 87 femmes tuées jusqu'à présent cette année, selon le groupe de défense des droits des femmes «We Will Stop Femicide Platform». Le président des États-Unis, Joe Biden, est même intervenu sur la question, se disant «profondément déçu» dimanche de la décision d'Erdogan. «C'est un pas en arrière extrêmement décourageant pour le mouvement international contre les violences faites aux femmes», a-t-il déploré dans un communiqué. Le retrait «soudain et injustifié» de cette convention est «profondément décevant», a dénoncé Joe Biden. «Les pays devraient s'atteler à renforcer et renouveler leurs engagements à éradiquer les violences faites aux femmes, pas à rejeter des traités internationaux destinés à protéger les femmes et exiger des agresseurs qu'ils rendent des comptes», a-t-il regretté. États-Unis et Turquie, tous les deux membres de l'Otan, ont des relations extrêmement tendues depuis 2016 et le Président Erdogan ne s'est toujours pas entretenu avec Joe Biden depuis l'arrivée de ce dernier à la Maison-Blanche en janvier. La semaine dernière, Washington avait déjà dénoncé les tentatives des autorités turques de faire interdire le principal parti pro-kurde. Le président turc continue ainsi à s'isoler encore un peu plus diplomatiquement, alors que ses ministres tentent depuis le début de l'année de convaincre les Européens que la Turquie ambitionne toujours d'intégrer l'Union européenne et qu'elle poursuit l'harmonisation de sa législation dans ce sens. Reste à voir combien de temps l'Europe et les États-Unis garderont patience face au comportement du président islamiste qui semble décidé, contrairement à ses déclarations, à faire revenir son pays des dizaines d'années en arrière, avec de surcroît une économie qui ne cesse de déprimer.

F. M.

Birmanie

Les manifestants à nouveau dans les rues, malgré la répression sanglante

Des manifestants pro-démocratie étaient à nouveau dans les rues hier dès l'aube en Birmanie, malgré la sanglante répression du week-end, fermement condamnée par la communauté internationale et qui a fait plus de cent morts dont plusieurs enfants samedi durant la journée la plus sanglante depuis le coup d'État militaire il y a deux mois.

L'armée birmane, qui a renversé le 1^{er} février la cheffe du gouvernement civil Aung San Suu Kyi, réprime dans le sang les manifestations quotidiennes réclamant le retour de la démocratie et la libération des anciens

dirigeants. Les Nations unies ont estimé à 107, dont sept enfants, le nombre de morts samedi lors des protestations massives organisées contre la junte qui paraît à la traditionnelle «journée des forces armées», mais s'attendent à ce que ce bilan augmente encore. Les médias locaux font état de 114 morts.

La chaîne Myawaddy TV, gérée par l'armée, a fait état de 45 morts samedi, justifiant la répression en affirmant que les manifestants avaient fait usage d'armes à feu et de bombes contre les forces de sécurité.

Au moins 459 personnes ont été tuées depuis le putsch, avec 13 morts dimanche, selon le der-

nier bilan en date de l'Association pour l'assistance aux prisonniers politiques (AAPP), une ONG locale qui recense les victimes de la répression.

«C'est terrible», a déclaré dimanche le président américain Joe Biden à des journalistes. «C'est absolument scandaleux», a-t-il ajouté, dénonçant des morts gratuites. L'Union européenne a condamné dimanche soir «une escalade de la violence inacceptable et une voie insensée choisie par la junte», dans un communiqué de son chef de la diplomatie, Josep Borrell, évoquant un «jour d'horreur et de honte».



MC Oran

Résiliation du contrat de l'entraîneur Omar Belatoui

L'ENTRAÎNEUR Omar Belatoui a quitté la barre technique du MC Oran après avoir résilié son contrat pour des raisons «familiales et de santé», a indiqué, dimanche, ce club de Ligue 1 de football dans un communiqué de presse. La résiliation du contrat est intervenue au cours d'une réunion tenue samedi soir et présidée par le premier responsable du MCO, Tayeb Mahiaoui, «qui a salué, pour l'occasion, le travail réalisé par l'ancien défenseur international tout au long de la période qu'il a exercée dans le club», a précisé la même source. Belatoui avait rejoint le Mouloudia, où il a fait l'essentiel de sa carrière de joueur, lors de l'intersaison. Il a occupé le poste de coach adjoint du Français Bernard Casoni, avant de succéder à ce dernier après son départ en novembre dernier. Il a retrouvé son poste initial suite à la nomination de Kheireddine Madoui, quelques semaines plus tard, comme nouveau coach en chef des «Hamraoua», rappelle-t-on. Sur

un autre registre, le MCO a engagé des contacts avec certains joueurs en vue de les enrôler, malgré le fait que leur club soit toujours interdit de recrutement. Des démarches sont entreprises par la direction pour lever cette mesure à l'occasion de l'actuel mercato qui a commencé le 22 mars et se poursuivra jusqu'au 11 avril. A ce propos, le meneur de jeu, Abdessamad Bounoua, qui vient de résilier son contrat avec la JS Kabylie (Ligue 1), a annoncé, via son compte officiel sur les réseaux sociaux, avoir trouvé un accord avec le président du MCO pour rejoindre ce dernier. Le coach Madoui a déjà émis le vœu de renforcer son effectif par trois joueurs, dont un meneur de jeu. En revanche, il a décidé de se passer des services de cinq éléments, à leur tête le duo Nekkache-Derrardja, sauf que la direction du club peine toujours à trouver un arrangement avec eux en vue d'une résiliation à l'amiable des contrats des deux joueurs arrivés l'été dernier du MC Alger.

Boxe/JO-2020

Deux juges-arbitres algériens désignés aux tournois de qualifications

Deux juges-arbitres algériens ont été désignés aux tournois de qualifications aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, reportés à 2021, consacrés aux continents européen et américain, a-t-on appris de la Fédération algérienne de boxe (FAB). Il s'agit de Mokretari Sid Ali, désigné aux tournois de qualification des continents «américain», prévu du 8 au 17 mai à Buenos Aires (Argentine) et «européen», organisés du 2 au 9 juin à Paris

(France), précise la même source. De son côté, Mohamed Besmi a été également choisi pour officier au tournoi de qualification continent «européen», prévu du 2 au 9 juin à Paris (France). Par ailleurs, le médecin fédéral, Amoura Nacera, a été également désignée pour faire partie de la délégation médicale au tournoi de qualification européen à Paris ainsi que les championnats d'Asie (dames), prévus du 21 au 31 mars 2021 à New Delhi (Inde).

Fédération algérienne de karaté do Cinq candidats à la présidence

CINQ CANDIDATS ont postulé à la présidence de la Fédération algérienne de Karaté do (FAK), alors que vingt autres vont essayer de briguer un poste au sein du nouveau Bureau fédéral qui dirigera l'instance pendant le nouveau mandat olympique 2021-2024, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'instance fédérale, juste après l'expiration du délai réglementaire pour le dépôt. Il s'agit des entraîneurs Yacine Gouri, Mouloud Ammar-Khodja et Samir Slimani et les anciens présidents de fédération,

Boubekour Mekhfi (2009) et Khider Ait-Brahim (2013).

Gouri a été le premier à postuler, le 23 mars, alors que les quatre autres candidats ont attendu ce dimanche, le dernier délai, pour déposer leurs dossiers. La Commission de candidatures, présidée par Ahmed Zouaoui et comportant deux autres membres, à savoir Hammadi Touaguine et Youcef Ouakouak, a confirmé avoir «reçu les dossiers de cinq candidats à la présidence et vingt pour faire partie du nouveau Bureau fédéral».

Mise à jour du calendrier de la Ligue 1

L'Aigle Noir pour reprendre «son» fauteuil

■ L'Entente de Sétif, actuellement co-leader avec la JSS et le MOC avec 33 points, souhaite reprendre seule ce fauteuil de leader avec la réception de l'AS Aïn M'lila pour le compte d'un match retard de la 14^e journée.

Par Mahfoud M.

Les Sétifiens, qui restent sur une défaite face à la JS Saoura, souhaitent se reprendre au plus vite et prendre les trois points de ce match face à une bonne équipe de l'ASAM et qui, de surcroît, voyage bien. Les gars des Hauts-Plateaux savent qu'ils n'ont pas droit à l'erreur et qu'il faut remporter ce match s'ils souhaitent sortir de cette situation et rester dans la course au titre, surtout avec le réveil des Sudistes de la Saoura et la menace persistance du MCO. Toutefois, ils doivent faire très attention à cette équipe m'illie qui ne se présentera pas en victime expiatoire et fera tout ce qui est en son pouvoir pour prouver qu'elle est encore capable de faire face aux grosses cylindrées. Pour sa part, la JS Kabylie, surprise par le CSC lors de son dernier match, souhaite se refaire une santé et surtout se réconcilier avec ses fans, déçus par cet échec à domicile. Face au RC Relizane, les Canaris n'ont pas droit à l'erreur et doivent l'emporter, d'autant qu'ils affronteront une équipe qui n'a rien d'un foudre de guerre et souffre durant ces dernières journées. Les Kabyles joueront, néanmoins, ce match dans un contexte difficile après la grève des joueurs qui ont réclamé leur dû au président Mellal, lui-même menacé par le Conseil d'administration qui l'a



Les Sétifiens se doivent de l'emporter pour se ressaisir

destitué et élu Yarichène à sa place. Enfin, le dernier match en retard pour le compte de la 13^e journée, opposera le Mouloudia d'Alger à l'ASO Chlef, dans un match où les gars du «Doyen» devront faire le plein pour améliorer leur classement et revenir dans le groupe de tête. Les Vert et Rouge devraient logiquement l'emporter, sachant que les

Chéliens sont en perte de vitesse ces derniers temps et enregistrent des résultats catastrophiques même à domicile.

M. M.

Le programme :

| | |
|------------------------|--------------------|
| MC Alger-ASO Chlef | (13 ^e) |
| JS Kabylie-RC Relizane | (14 ^e) |
| ES Sétif-AS Aïn M'lila | (14 ^e) |

CRB- WAT (1-1)

Le Chabab en crise

LE CR BELOUZDAD a été accroché dimanche à domicile face au WA Tlemcen 1-1 (mi-temps : 1-0), en match disputé au stade du 20-Août-1955, comptant pour la mise à jour de la 13^e journée du championnat de Ligue 1 de football.

Le Chabab a ouvert le score peu avant la pause, grâce à l'ailier gauche Mohamed Islam Belkhir (42'), avant que les visi-

teurs n'égalisent dans le temps additionnel par Mounir Aïchi (90'+3).

Le CRB retombe dans ses travers, quelques jours après la victoire décrochée en déplacement face à l'ASO Chlef (3-1) qui est venue mettre fin à une mauvaise série de neuf matchs sans victoire, toutes compétitions confondues.

En revanche, le WAT se

rachète après la défaite concédée sur le terrain de l'ES Sétif (4-1). A l'issue de ce résultat, le CRB stagne à la 10^e place au classement avec 26 points, alors que le WAT rejoint à la 13^e position l'ASO Chlef avec 20 points chacun.

Le Chabab aura encore à disputer quatre matchs en retard, dont le derby à domicile face à l'USMA.

RC Relizane

La CNRL fausse les plans du staff technique

L'ENTRAÎNEUR adjoint du RC Relizane, Sebbah Benyagoub, a indiqué, dimanche, que le staff technique a réclamé du renfort à l'occasion de l'actuel mercato qui a commencé lundi passé et qui se poursuivra jusqu'au 11 avril, mais son club pensionnaire de la Ligue 1 de football est toujours interdit de recrutement. «Au vu de ce que nous avons enduré lors de la phase aller, le RCR a besoin de renfort lors de ce mercato.

Personnellement, j'ai ciblé certains joueurs que je souhaite faire venir, mais tout dépendra de la capacité de la direction du club à régler ses contentieux avec les éléments ayant saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) afin de lever l'interdiction de recrutement dont nous faisons l'objet», a déclaré l'assistant de Cherif El Ouezzani à la barre technique de la formation de l'Ouest du pays.

Trois joueurs du «Rapid» ont vu leurs plaintes déposées auprès de la CNRL aboutir. Il s'agit de Laïchour, Goumidi et le gardien de but Belalam. Ces derniers ont rarement été alignés au sein de l'équipe, d'où leur décision de recourir à l'instance en question pour obtenir leur libération automatique et se faire rétablir dans leur droit. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, un ex-joueur de l'équipe vient d'avoir

gain de cause auprès de la CNRL, à savoir l'actuel attaquant de l'ASM Oran, Kouriba, apprend-on du club. Par ailleurs, l'ancien milieu de terrain du MC Oran s'est déclaré «satisfait» du parcours réalisé par les siens au cours de cette première manche du championnat en parvenant à la terminer en milieu du tableau, soit l'objectif fixé avant le début de cet exercice, selon ses dires. Le RCR, qui retrouve l'élite après

quatre ans passés en deuxième palier, compte un match en moins qu'il va livrer contre la JS Kabylie, aujourd'hui à Tizi Ouzou. Le staff technique table énormément sur ce rendez-vous pour se racheter du nul concédé lors du match précédent face à l'ASO Chlef que les Relizanais ont accueilli au stade de Tlemcen en raison de la fermeture de leur stade pour la pose d'une nouvelle pelouse synthétique.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Wilaya de Chlef

Suspension conservatoire du gestionnaire de la maison de la culture

LE MINISTÈRE de la Culture et des Arts a annoncé, dimanche dans un communiqué, la suspension conservatoire du gestionnaire de la maison de la culture de la wilaya de Chlef et l'ouverture d'une enquête sur «l'interdiction» d'une pièce théâtrale dont la représentation était programmée. Le ministère a démenti les informations «étonnantes» qui lui ont été attribuées concernant «l'interdiction» de ce spectacle, assurant à l'opinion

publique qu'«il n'est nullement dans ses habitudes d'intervenir dans la programmation des spectacles dans les établissements relevant de sa tutelle». L'avant-première du spectacle «Tefi Dhou», de l'association culturelle de la wilaya «Gheith Essiham», était programmée, samedi, à la maison de culture à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, célébrée le 27 mars de chaque année.

K. L.

Législatives du 12 juin à Tizi Ouzou

Retrait de 34 formulaires de candidature

LE COORDINATEUR de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) dans la wilaya de Tizi-ouzou, Youssef Gabi, a fait état, jusqu'à hier lundi, du retrait de 21 formulaires de candidature par les partis politiques et 13 autres formulaires par les candidats indépendants, en prévision des élections législatives prévues le 12 juin prochain. Intervenant sur les

ondes de la radio locale, Gabi a indiqué, par ailleurs, qu'après la récente révision exceptionnelle des listes électorales, le nombre d'électeurs dans la wilaya est de 698 535 et que cette révision a permis d'inscrire 1 165 nouveaux électeurs et de radier 2 830. Néanmoins, le corps électoral définitif ne sera pas connu avant le 9 avril.

Hamid M.

Vaccination anti-Covid-19

Un troisième quota de 700 vaccins pour Oran

LA DIRECTION de la santé et de la population de la wilaya d'Oran a reçu un troisième quota du vaccin anti-Covid-19 russe de quelque 700 doses, a-t-on appris de son chargé de la communication. Youcef Boukhari a indiqué, à l'APS, que ce troisième quota, administré en deux doses avec un intervalle de 15 jours, permettra de vacciner 350 personnes et sera «fort probablement» réservé au personnel de la santé.

Le grand public n'est pas concerné de façon effective par la vaccination, les quotas des vaccins étant encore réduits. D' Boukhari a rappelé que 50 polycliniques ont été impliquées dans la campagne anti-Covid-19 à Oran. Pour le moment, il est

question pour les citoyens de s'inscrire et attendre un rendez-vous selon la disponibilité du vaccin.

La wilaya d'Oran a déjà reçu deux quotas du vaccin anti-Covid-19, le premier de 1 490 doses du vaccin russe et le deuxième de 7 800 du vaccin chinois, réservés à hauteur de 80 % pour le personnel de la santé dont le nombre est estimé, à Oran, à... 70 000. La stabilité de la situation épidémiologique, enregistrée au niveau de la capitale de l'Ouest du pays dans les dernières semaines, offre une marge de manœuvre concernant la campagne de vaccination qui s'étale sur une année, a-t-on souligné.

K. L.

Sinistrés du séisme à Béjaïa

Une deuxième vague de 8 familles relogées hier

Après le logement, il y a trois jours, de 12 familles des écoles Tamindjout et Larbi Tebessi de l'ancienne ville, dont les bâtisses avaient été sérieusement endommagées par le séisme du 18 mars courant, 8 autres familles dont les bâtisses ont été classées en zone rouge par le CTC ont également été relogées hier dans une très bonne ambiance. Ces familles résident dans les quartiers Oued Achallal et Bab Elouz, situés dans l'ancienne ville. L'opération de déménagement de ces familles a été effectuée

avec l'aide très précieuse des travailleurs de l'Office national d'assainissement (ONA), ceux de la wilaya et de l'APC et le transport mis à leur disposition par une entreprise locale. Les huit familles sinistrées ont été relogées dans des appartements à la cité Sidi-Ali Labher, pas loin de l'aéroport Abane-Ramdane, lieu où ont été également relogées les 12 premières familles. «L'opération va se poursuivre pour toucher toutes les familles sinistrées», a annoncé, hier, la cellule de communication de la wilaya dans une



Loumis

Djalou@hotmail.com

Béjaïa

Les usagers des routes grandement pénalisés

- Les usagers des différents axes routiers les plus importants de la wilaya de Béjaïa étaient encore pénalisés avant-hier. La majorité des routes à grande circulation de la région étaient coupées par des citoyens. Il ne restait que la RN 12 et la boucle aurait été bouclée.

Par H. Cherfa

Il s'agit des RN 75, 09, 43 et 26. La RN 75 a été fermée à la circulation routière au lieu-dit les Eucalyptus dans la commune d'Amizour par les recalés des demandes du programme des 392 logements sociaux de la commune. Ils réclamaient «l'annulation» de la liste des bénéficiaires de ce programme qui avait été affichée. Il faut noter qu'un registre de doléances a été ouvert au niveau de la daïra pour les recours des personnes se sentant lésées. La RN 26 a également été coupée à hauteur de village Rémila (Sidi-Aïch) par des habitants qui demandaient l'aménagement de leurs immeubles. La route a été rouverte quelques heures plus tard, au plus grand soulagement des usagers. A Tala Khaled, commu-

ne d'Aokas, ce sont les recalés du programme des 121 logements sociaux qui ont coupé la RN 09 pour la cinquième ou sixième journée consécutive, réclamant, une nouvelle fois, «l'annulation de la liste des bénéficiaires et sa révision par une commission d'enquête». La RN 43 reliant Béjaïa à Jijel a été, quant à elle, fermée par les habitants du village Boulezazen qui demandaient «la récupération des terrains de la zone d'expansion touristique Tarehoucht et les affecter à la construction d'infrastructures de base en faveur des populations locales». Pour rappel, la RN 09 reliant Béjaïa à

Sétif a été coupée avant-hier par les habitants d'Ighzer-Oufits, commune de Darguina, suite à un lâcher des eaux du barrage de la région, une action qualifiée de «sabotage». «Le lâcher des eaux a été effectué à des fins de nettoyage et la vérification des structures du barrage après le dernier séisme», a indiqué un responsable du barrage sur la radio locale. A Draâ El Caïd, des demandeurs de logements ont également observé hier un sit-in devant le siège de la daïra pour réclamer la remise des clefs du programme de logements sociaux de la commune.

H. C.

Oran

Démantèlement d'un réseau de trafic de faux billets

LES POLICIERS d'Oran ont démantelé un réseau criminel impliqué dans une affaire de trafic de faux billets, dans le cadre d'une opération qui s'est soldée par l'arrestation de deux individus et la saisie d'un montant de plus de 300 000 DA en faux billets, a-t-on appris, hier, auprès de la sûreté de wilaya.

L'opération a été menée par la dixième sûreté urbaine suite à une plainte déposée par une victime à qui il a été remis un faux billet de 2 000 DA.

Les investigations ont permis l'arrestation d'un prévenu impliqué dans cette affaire, a-t-on indiqué à la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Les premiers éléments d'enquête ont permis d'identifier son acolyte et de l'arrêter en possession de 51 faux billets de 2 000 DA portant le même numéro de série.

Sur la base d'un mandat de perquisition du procureur de la République près le tribunal de hai El Othmania (Oran), 101 billets de la même catégorie portant le même numéro de série ont été découverts dissimulés dans le placard du suspect et saisis, de même qu'un flacon de solution noire utilisée dans la falsification et plusieurs reçus pour les transferts d'argent, selon la même source.

Une procédure judiciaire a été engagée contre les personnes impliquées dans l'affaire pour les traduire devant la justice, a-t-on fait savoir.

H. C.

H. Y.